

Actualités Economiques



Ministère de l'Economie
et des Finances

HEBDOMADAIRE
N° 09 - Mercredi 28 Août 2019

Le Magazine des informations économiques et financières

DOSSIER

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2019

Tendance des Marchés

- Bourses
- Matières Premières
- Changes

Actualités

Les producteurs latino-américains pourraient aussi fixer un prix minimum pour le cacao

Activités du Ministre

Coopération France-Côte d'Ivoire / Projets sécurité, éducation, construction des marchés de Bouaké et de Yopougon : L' AFD décaisse 91,6 milliards FCFA pour les financements



La Côte d'Ivoire a adhéré à diverses organisations africaines, en vue de la recherche de moyens de financement de son économie. Au titre de celles-ci, figure le **FAGACE (Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique)** Institution Financière Internationale spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés, créée le 10 février 1977 à Kigali au Rwanda.

A l'origine, l'idée de la création d'un Fonds de garantie capable de répondre aux besoins des Etats est née de l'initiative des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OCAM, ex Organisation Commune Africaine et Mauricienne dont le souci majeur était de :

- **renforcer les liens de coopération et de solidarité des membres de l'organisation;**
- **de favoriser la croissance harmonieuse de leurs économies;**
- **d'offrir le maximum de sécurité aux capitaux étrangers et domestiques désireux de venir s'investir en Afrique.**

Après plus de 40 années ponctuées de succès mais aussi de défis, le Fonds amorce une

nouvelle ère de mutations afin de répondre plus efficacement au financement des économies de ses Etats membres, dans une Afrique en pleine mutation. Le nouveau Plan stratégique 2017-2020 est donc basé sur, le recentrage de l'activité de garantie, ayant une stratégie ciblée sur les PME et PMI, une nouvelle structuration opérationnelle qui respecte les meilleures pratiques et une organisation comptable en ligne avec les standards internationaux.

Ainsi, au regard de l'importance de plus en plus accrue de la garantie dans le dispositif prudentiel des banques, **le FAGACE se renforce, se développe, se rapproche au plus près de ceux qui font le développement économique de l'Afrique : les PME/PMI.**

M. Adama KONE,

Ministre de l'Economie et des Finances



Page 2

Editorial

Mot du Ministre

Pages 4-7

Dossier

**Synthèse de l'Evolution de la Conjoncture Economique
et Financière à fin JUIN 2019**

Pages 8-9

Tendance des Marchés

- Bourses
- Matières Premières
- Changes

Pages 10-11

Actualités

- Les producteurs latino-américains pourraient aussi fixer un prix minimum pour le cacao
- Autoroute Abidjan-Lagos via Cotonou : l'étude technique va coûter 22,7 millions USD
- Rwanda, Cameroun et Côte d'Ivoire résisteraient le mieux à une crise économique, selon Moody's

Page 12

Infos Sociales

Programme Social du Gouvernement (PSGouv)

Le Gouvernement installe les Guichets emploi dans tout le pays

Pages 13-14

Activités du Ministre

- **Coopération France-Côte d'Ivoire / Projets sécurité, éducation, construction des marchés de Bouaké et de Yopougon : L'AFD décaisse 91,6 milliards FCFA pour les financements**
- **Projet de création d'une banque agricole**



SYNTHESE DE L'EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2019

L'économie mondiale a évolué dans un environnement marqué par l'accentuation des tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs principaux partenaires, particulièrement la Chine. Elle a également souffert des incertitudes relatives aux modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne et du regain des tensions géopolitiques. Ainsi, selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) de juillet 2019, l'économie mondiale devrait poursuivre son ralentissement en 2019, avec un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de 3,2% contre +3,3% antérieurement prévu et après une réalisation de +3,6% en 2018.

Sur le marché des produits de base, en moyenne sur le premier semestre 2019, les cours des principaux produits de la Côte d'Ivoire ont reculé par rapport à leur niveau de la période correspondante de 2018. Ainsi, les cours du cacao (-3,5%), du café (-13,5%), du coton (-11,3%), de l'huile de palme (-19,4%), de l'or (-0,8%) et du pétrole brut (-6,6%) se sont contractés. Le cours du cacao a pâti de l'abondance de l'offre de la récolte intermédiaire en Côte d'Ivoire.

Sur le marché des changes, en moyenne sur le premier semestre de 2019 et comparativement à la même période de l'année précédente, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-6,7%), à la livre sterling (-0,7%), au yuan renminbi (-0,5%) et au yen (-5,6%).

Au plan national, l'activité économique évolue dans un environnement favorable qui tire profit de l'exécution des grands travaux publics inscrits dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020 (PS-Gouv) et de l'amélioration de la compétitivité.

Le secteur primaire a enregistré une dynamique

favorable dans l'agriculture d'exportation, en raison de l'exécution du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2), des réformes dans les différentes filières agricoles, de l'appui des Partenaires au développement et de conditions climatiques favorables. Ainsi, les productions de cacao (+9,9%), de caoutchouc (+15,6%), de coton (+29,5%), de banane (+23,4%), d'ananas (+11,8%) et de sucre (+0,7%) ont progressé, tandis que celles du café (-20,5%) et de noix de cajou (-18,1%) ont reculé.

La noix de cajou a subi des difficultés de commercialisation liées à la baisse des prix internationaux.

Les activités du secteur secondaire ont poursuivi leur raffermissement observé au début de l'année 2019. La production industrielle s'est améliorée de 7,4%, portée par l'augmentation de l'activité des industries extractives (+20,7%), des industries manufacturières (+5,7%) et de la branche « Electricité, gaz et eau » (+6,4%). S'agissant des activités industrielles hors extraction, elles se sont raffermies de 5,8%.

Quant au BTP, il a connu une hausse de 7,4%, après une progression de 4,2% à fin mai 2019, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre de projets structurants.

Dans le secteur tertiaire, toutes les composantes se sont affichées en hausse. Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail (+6,8%), le trafic voix (+13,4%) dans les télécommunications, le transport routier (+7,6%), le nombre total de passagers dans l'aérien (+6,1%) ainsi que le trafic global de marchandises dans le maritime (+12,0%) et le ferroviaire (+3,0%) se sont accrus.

En moyenne sur le premier semestre 2019, **les prix à la consommation** ont enregistré une légère augmentation de 0,8% résultant

de la progression simultanée des prix des « produits non alimentaires » de 0,6% ainsi que des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de 1,2%. Le taux d'inflation en moyenne sur les douze (12) derniers mois s'est situé à 0,7% largement en deçà de la norme communautaire UEMOA de 3%.

Dans le domaine de l'emploi formel, l'effectif de salariés s'est accru de 4,9%. Le nombre de nouvelles immatriculations dans le secteur privé s'est élevé à 40 963 contre 45 129 au premier semestre 2018.

La situation des finances publiques a été marquée par une bonne performance dans le recouvrement des recettes et dons qui sont ressortis à 2 562,6 milliards contre un objectif de 2 508,2 milliards, soit une plus-value de 54,4 milliards. Ce résultat est attribuable au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (+12,6 milliards) et des recettes non fiscales (+62,1 milliards), malgré des dons moins importants (-20,3 milliards). Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 2 926,8 milliards contre un objectif de 2 935,6 milliards, soit une sous-consommation de 8,8 milliards. Concernant spécifiquement les dépenses d'investissement, elles ont été exécutées à hauteur de 764,2 milliards pour un objectif de 753,2 milliards, soit engagement supplémentaire de 11,0 milliards.

Il en est ressorti un déficit budgétaire de 364,2 milliards meilleur que le déficit prévisionnel (427,3 milliards), soit un gain de 63,2 milliards.

Les échanges extérieurs hors biens exceptionnels ont été caractérisés en valeur par une hausse des exportations (+8,5%) et des importations (+5,1%). Le solde commercial a affiché un excédent de 961,8 milliards, en hausse de 22,1% par rapport à celui de juin 2018 (+705,7 milliards). Les prix à l'export ont baissé de 6,7% tandis que les prix à l'import ont augmenté de 4,3%, induisant une détérioration des termes de l'échange de 10,6%.

La situation monétaire à fin juin 2019 a été caractérisée par la progression de la masse monétaire au sens large (M2) de 7,9% (+715,8

milliards) portée par l'accroissement des créances nettes de l'Administration Centrale de 73,1% (+1 161,6 milliards) et des créances sur l'économie de 9,3% (+598,1 milliards) tandis que les actifs extérieurs nets ont baissé de 30,1% (-739,1 milliards). Le recul de cette dernière composante par rapport au niveau atteint à la même période de l'année 2018, est lié à l'émission d'eurobond au mois de mars 2018.

Le taux d'intérêt moyen des nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'est situé à 6,5%, en hausse de 0,3 point de pourcentage. Cette évolution pourrait s'expliquer par l'accroissement de la durée moyenne des crédits de 2 mois pour s'établir à 22,7 mois sur le premier semestre 2019.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée par la poursuite du recul des indices BRVM 10 (-23,2%) et BRVM composite (-26,4%) ainsi que de la capitalisation boursière composite (-11,1%). La baisse des indices de la BRVM s'explique par (i) les prises de bénéfices des investisseurs après les fortes hausses observées sur la période 2012-2015, (ii) l'attractivité du marché des obligations et (iii) la désaffection des petits porteurs. Des actions sont en cours pour redynamiser le marché.

En conclusion, au premier semestre 2019, l'activité économique nationale a été portée par le dynamisme de tous les secteurs d'activités et a bénéficié d'un financement bancaire soutenu. Le secteur primaire a tiré profit d'un bon niveau de production de l'agriculture d'exportation et la production vivrière devrait s'inscrire en hausse grâce à la mise en œuvre du PNIA 2. Les activités du secondaire ont connu une embellie à la fois au niveau de l'industrie et du BTP. Quant au secteur tertiaire, il a tiré avantage de la vitalité des secteurs primaire et secondaire.

La politique budgétaire est restée prudente et le déficit budgétaire a été contenu grâce notamment à l'amélioration des performances en matière de recouvrements des recettes intérieures.

L'inflation est maîtrisée, en relation avec le bon

approvisionnement des marchés en produits vivriers. Les perspectives pour l'année sont favorables, grâce à l'accélération de l'exécution du PND 2016-2020 et du Programme Social du Gouvernement 2019-2020, à l'amélioration de

la compétitivité ainsi qu'à l'accroissement des entreprises privées créées et du volume des investissements privés agréés au code des investissements.

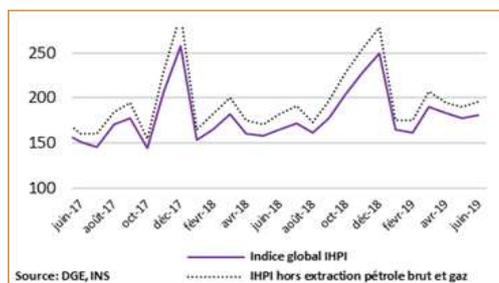
GRAPHIQUES ET TABLEAU ILLUSTRATIFS DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE A FIN JUIN 2019

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

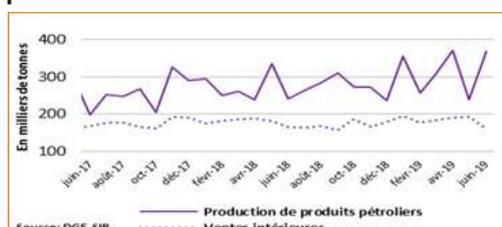
(en tonnes)	6 mois 2018	6 mois 2019	Variation (%)	Prévision de croissance annuelle** (%)
Cacao	866 605,5	951 773,0	9,9	-3,0
Café	116 738,0	92 797,0	-21,5	-11,3
Caoutchouc	262 431,4	303 447,0	15,6%	-16,4
Coton graine	278 080,3	360 049,2	29,5	9,7
Noix de cajou	658 551,8	572 931,0	-18,1	5,1
Ananas	22 480,0	25 137,3	11,8	0
Banane	200 295,1	247 164,9	23,4	2,5
Sucre	111 829,1	112 662,3	0,7	2,0
Bois en grumes	512 680,1	646 218,3	26,0	-4,0

Source : DGE, OPA, MINADER

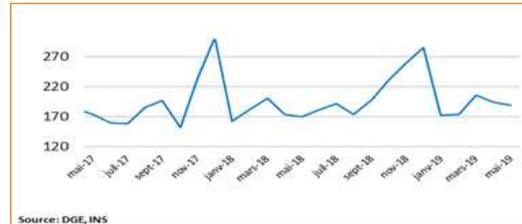
Graphique 1: Indice harmonisé de la production industrielle



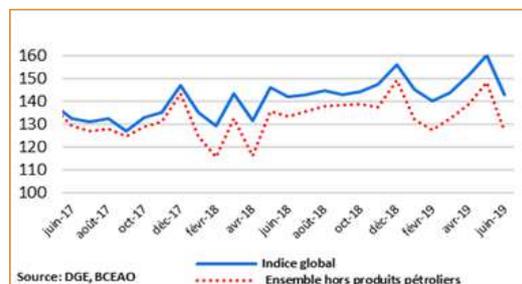
Graphique 2 : Production et vente de produits pétroliers



Graphique 3 : Indice de production du secteur manufacturier



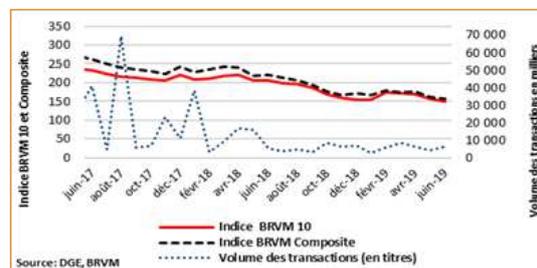
Graphique 4 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



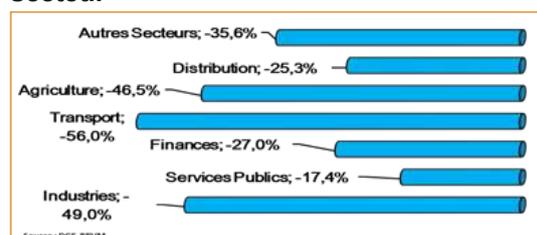
Graphique 5 : Indicateurs des finances publiques à fin juin



Graphique 6 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Graphique 7 : Evolution des indices boursiers par secteur



Source: MEF

• Bourses • Matières premières • Changes

La semaine du **19 au 23 août 2019** a été caractérisée principalement par :

1) Une nouvelle escalade dans le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine. En effet, la Chine a annoncé son intention de relever les droits de douane sur environ 75 milliards de dollars (68 milliards d'euros) de produits américains. En réponse à cette annonce, le Président américain, Donald Trump, a promis des représailles et a demandé aux entreprises américaines de quitter la Chine ;

L'engagement du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, à soutenir l'économie américaine qui est confrontée à des risques importants, dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale, de tensions commerciales et de faiblesse de l'inflation. En effet, dans son discours prononcé au symposium économique de Jackson Hole ce vendredi 23 août 2019, Jerome Powell a promis que la Fed agirait de manière appropriée face au risque de décélération de l'économie américaine. Par ailleurs, il a assuré les marchés du soutien de son Institution, mais n'a pas donné d'indices clairs sur la trajectoire des taux d'intérêt au cours des prochains mois ;

La décision des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) de mettre en place un ensemble de mesures accommodantes dès la prochaine réunion de politique monétaire prévue le 12 septembre 2019. Il s'agira, au cours de cette rencontre, d'apporter une réponse efficace à une inflation en berne et à des risques accrus pesant sur la croissance européenne ;

Un regain d'optimisme quant à la possibilité de trouver un accord sur le Brexit d'ici au 31 octobre 2019, date à laquelle le Royaume-Uni quittera l'Union européenne comme s'y est engagé le Premier ministre britannique lors de son arrivée au pouvoir il y a un mois. En effet, suite aux rencontres du Premier Ministre anglais, Boris Johnson, en France et en Allemagne, le Président Français, Emmanuel Macron, s'est notamment déclaré « confiant » qu'une solution puisse être trouvée « dans les 30 prochains jours ».

Ces faits socio-économiques majeurs ont directement ou indirectement influencé l'évolution

des différents marchés.

I – Le marché des matières premières

S'agissant du **marché des matières premières**, les cours du café robusta (+0,6%), de l'or (+1,1%), du coton (+1,7%) et du pétrole brut (+0,6%) sont ressortis en hausse tandis que ceux du cacao (-5,6%), de l'huile de palme (-0,3%), du caoutchouc (-10,9%) et du riz (-1,5%) sont ressortis en baisse.

Le cours du cacao reste affecté par les perspectives d'une production abondante et par les craintes sur la demande future.

En effet, la prochaine récolte en Afrique de l'ouest, notamment en Côte d'Ivoire s'annonce prometteuse grâce à des conditions climatiques favorables.

La baisse du cours du caoutchouc est en lien avec **l'augmentation des stocks dans un contexte de faible demande.**

Le prix du riz a été affecté les perspectives d'une offre accrue sur le marché international, en lien avec de bonnes récoltes dans les principaux pays producteurs, notamment en Inde, en Thaïlande et au Vietnam.

La hausse du cours du coton est soutenue par la contraction de l'offre sur le marché, à cause notamment de la réduction des plantations en Inde où les agriculteurs se tournent vers la culture du soja, des légumineuses et du maïs.

II – Le marché des principales devises

En ce qui concerne le **marché des principales devises**, le dollar us (+1,1%), la livre sterling (+2,0%), le yen (+0,6%) et le yuan renminbi (+1,4%) se sont **appréciés** par rapport à l'euro. Les valeurs de ces devises en Franc CFA ont connu une évolution similaire.

III – Le marché boursier

1) International

Quant aux **marchés boursiers internationaux**, ils ont tous terminé la semaine sous revue sur **une note négative**. Les indices Dow Jones (-1,5%), Nasdaq (-0,8%), CAC 40 (-0,5%), DAX XETRA (-1,1%), NIKKEI 225 (-1,3%) et FOOTsie 100 (-1,9%) se sont contractés. Les marchés



boursiers européen, américain et nippon ont été pénalisés notamment par les craintes d'un ralentissement de la croissance mondiale après la publication d'indicateurs décevants en Chine et en Allemagne.

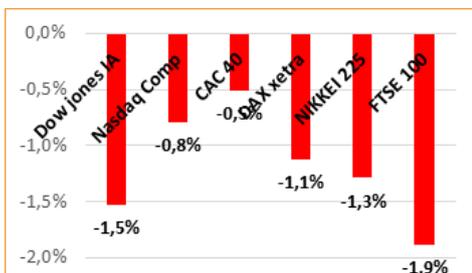
2) Sous Régional (UEMOA)

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a été caractérisée par le repli des indices de référence. Les indices BRVM10 et BRVM composite sont ressortis en baisse de 1,4% et 1,2% respectivement. Il en est de même de la capitalisation boursière du marché des actions qui a réalisé une perte de 1,2% et s'est affiché à 4 623,5 milliards. Le volume des transactions s'est situé à 2 250 827 titres en baisse de 43,5%. Les transactions ont porté notamment sur 2 024 393 titres ECOBANK TOGO contre 3 535 276 la

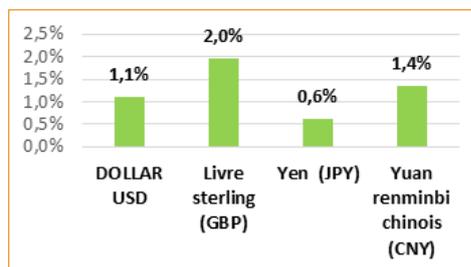
semaine précédente, soit une baisse de 42,7%. Quant à la valeur transigée, elle a reculé de 72,3% est ressorti à 1 039,1 millions de FCFA, du fait de la normalisation des échanges après la forte souscription aux obligations la semaine précédente notamment les titres SUKUK SN 6% 2016-2026, SUKUK TG 6,5% 2016-2026, TPBJ 6,50% 2018-2025, ETAT DU SENEGAL 6,30% 2015-2025 et TPTG 6,90% 2018-2023.

GRAPHIQUES PRÉSENTANT L'EVOLUTION DES MARCHÉS EN FIN DE SEMAINE SOUS REVUE, COMPARÉS A LA SITUATION EN FIN DE SEMAINE PRÉCÉDENTE

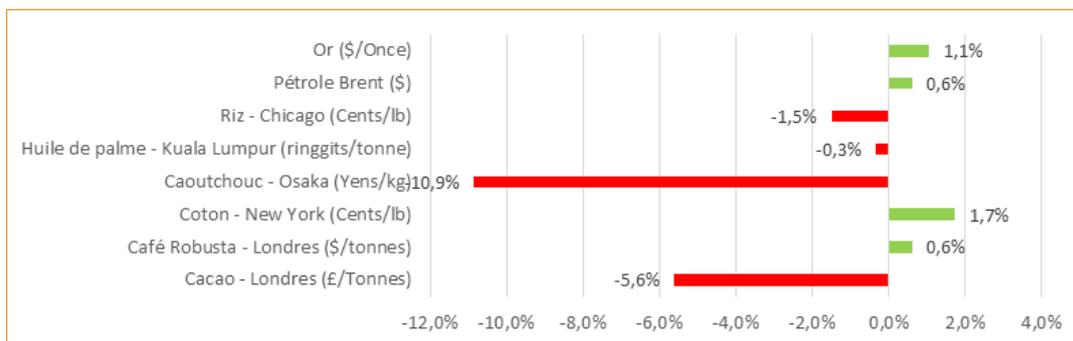
Graphique 1 : Evolution des indices boursiers internationaux



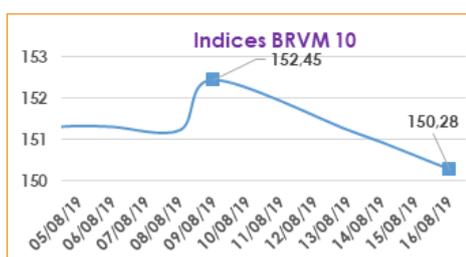
Graphique 2 : Evolution des cours des principales devises internationales en FCFA



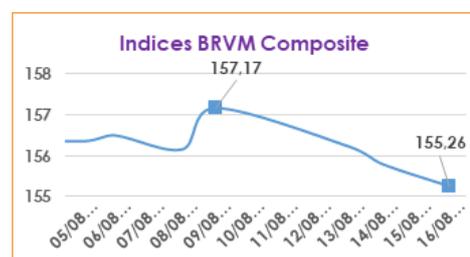
Graphique 3 : Evolution des cours des principales matières premières



Graphique 4 : Evolution de l'indice BRVM 10



Graphique 5 : Evolution de l'indice BRVM composite



Source: MEF

Les producteurs latino-américains pourraient aussi fixer un prix minimum pour le cacao

En Amérique latine, les principaux pays producteurs de cacao réfléchissent à la fixation d'un prix minimum de vente de la tonne de fèves. Selon des informations rapportées par Reuters, une rencontre régionale entre la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la République dominicaine, devrait être consacrée à cette question.



L'initiative d'un prix plancher pour le cacao a été lancée par le Pérou qui prévoit un tarif de 3200 \$ la tonne

L'initiative d'un prix plancher pour le cacao a été lancée par le Pérou qui prévoit un tarif de 3200 \$ la tonne. Ce montant largement supérieur à celui fixé par le Ghana et la Côte d'Ivoire (2600 \$ la tonne) s'explique par la qualité plus élevée des fèves commercialisées en Amérique latine (cacao fin).

Si les chances de réussite de cette démarche restent encore incertaines, certains analystes

soulignent la nécessité d'y associer un mécanisme de plafonnement de la récolte afin d'éviter les risques de surproduction. D'autres observateurs font remarquer qu'une des difficultés majeures réside dans le fait que les cacaos de différentes origines en Amérique latine ont leur propre prix et sont accompagnés de leur propre stratégie de commercialisation selon le pays, ce qui

complique une harmonisation à l'échelle régionale.

Pour rappel, l'Amérique latine fournit environ 17 % de la production mondiale de cacao alors que le Ghana et la Côte d'Ivoire produisent 60 % du stock.

Source: <https://www.agenceecofin.com/cacao/1608-68419-les-producteurs-latino-americaains-pourraient-aussi-fixer-un-prix-minimum-pour-le-cacao>

Autoroute Abidjan-Lagos via Cotonou : l'étude technique va coûter 22,7 millions USD

L'étude sur le plan technique et les aspects de mise en œuvre et d'exploitation de la future autoroute de 1000 km reliant Abidjan à Lagos via Accra, Lomé et Cotonou va coûter 22,7 millions USD.

Le montant de 12,7 millions USD va être fourni par la Banque Africaine de Développement (BAD), tandis que l'Union Européenne (UE) a mobilisé une subvention de 9,1 millions d'euros, portant ainsi le financement total du



Autoroute Abidjan-Lagos via Cotonou : l'étude technique va coûter 22,7 millions USD

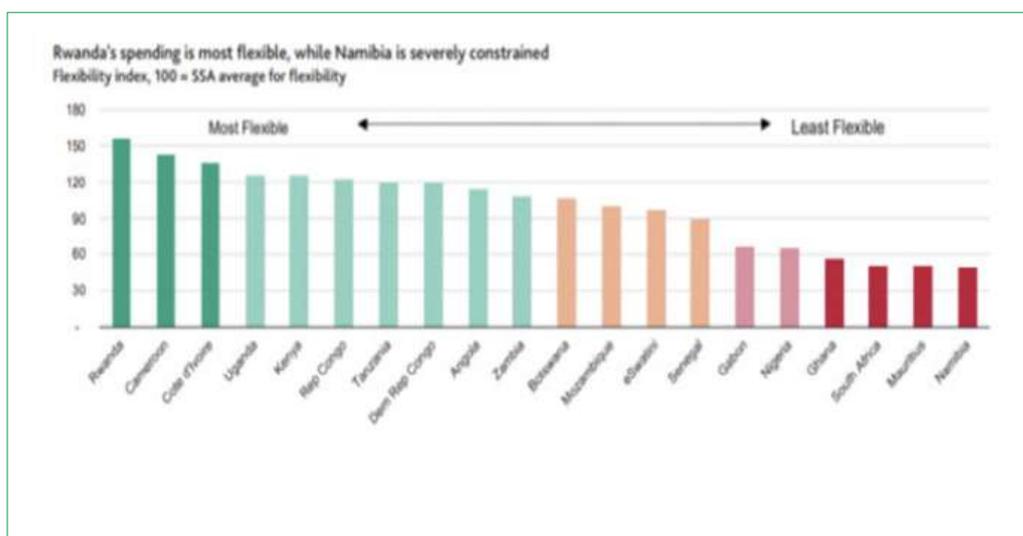
projet d'étude à 22,7 millions USD. **L'accord du financement de cette étude a été signé lundi 04 février 2018 à Abidjan entre la BAD et la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)**, en présence du responsable de la coopération de l'Union Européenne (UE) à Abuja, **Kurt CORNELIS**, ainsi que d'autres hautes personnalités de la sous-région. L'accord intervient près de cinq ans après la signature par les présidents de la

Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigéria d'un traité sur l'établissement de l'autoroute en mars 2014. Le Nigeria a la deuxième plus grande économie en Afrique et la première en Afrique de l'ouest, tandis que **la Côte d'Ivoire et le Ghana sont des acteurs économiques majeurs dans la sous-région.**

Source: <https://www.benin24television.com/autoroute-abidjan-lagos-via-cotonou-letude-technique-va-couter-227-millions-usd-2/>

Rwanda, Cameroun et Côte d'Ivoire résisteraient le mieux à une crise économique, selon Moody's

Moody's a ausculté la résistance des économies de l'Afrique subsaharienne : pour l'agence de notation, les pays les plus capables de réagir en cas de crise économique sont **ceux qui maîtrisent leurs dépenses publiques obligatoires. Rwanda, Cameroun et Côte d'Ivoire tireraient leur épingle du jeu.**



Selon Moody's, les pays les plus capables de réagir en cas de crise économique sont ceux qui maîtrisent leurs dépenses publiques obligatoires. Rwanda, Cameroun et Côte d'Ivoire tireraient leur épingle du jeu

Namibie, Île Maurice et Afrique du Sud sont les pays les plus fragiles, d'après le même rapport.

Les conflits commerciaux ouverts tous azimut par le Président **Donald TRUMP** pesant chaque jour un peu plus sur la croissance mondiale, l'agence de notation Moody's a essayé d'évaluer quels étaient les pays d'Afrique subsaharienne qui surmonteraient le mieux une crise économique et qui seraient donc capables de continuer à rembourser leurs créanciers. Selon un rapport publié le 15 août, c'est le Rwanda qui semble capable de la meilleure résilience budgétaire face à un coup de chien.

Certes, le niveau d'endettement de l'Afrique subsaharienne a cessé de croître, car l'ensemble

des pays de la région **a diminué ses dépenses en moyenne de 1,1 point de pourcentage de son Produit Intérieur Brut (PIB) entre 2015 et 2018.** Toutefois, l'endettement de la région est nettement plus élevé qu'il y a cinq ans et prive la plupart des gouvernements de la possibilité de soutenir l'activité économique en cas de crise, notamment **en cas de chute des prix des matières premières qui sont les grandes pourvoyeuses de devises de l'Afrique subsaharienne.**

Source : <https://www.jeuneafrique.com/818010/economie/rwanda-cameroun-et-cote-divoire-resisteraient-le-mieux-a-une-crise-economique-selon-moodys/>

Ps-Gouv : Le Gouvernement installe les Guichets Emploi dans tout le pays



Le Premier Ministre M. Amadou Gon COULIBALY lors de la cérémonie de lancement officiel des Guichets Emploi, dans le cadre de la phase 4 du Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2019-2020), le 1^{er} août 2019 à Bingerville

La cérémonie de lancement officiel des Guichets Emploi, dans le cadre de la phase 4 du Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2019-2020), le 1^{er} août 2019 à Bingerville par le Premier Ministre monsieur **Amadou Gon COULIBALY**, l'installation des guichets emploi dans plusieurs villes et communes du pays est une réalité.

Ainsi, les villes de San Pédro, de Soubré, de Boundiali, de Korhogo, de Seguela, Touba de Dabou, de Yamoussoukro...et les communes du Plateau, de Songon, de Yopougon et bien d'autres ne sont pas restées en marge. Ces villes et communes ont procédé respectivement à l'ouverture de leurs guichets emploi en présence des membres du gouvernement, élus et cadres des localités, conformément à la ferme volonté du gouvernement de concrétiser l'emploi des jeunes et l'autonomisation des

femmes, à travers une prise en compte de leurs préoccupations.

Ces Guichets Emploi, installés dans les locaux des mairies et les Plateformes de Service, ont pour missions, entre autres, **d'offrir des opportunités d'emploi, un point relais qui permettra d'assurer un bon maillage territorial dans la délivrance des services d'insertion et enfin de développer des synergies pour l'emploi des jeunes grâce à un service public intégré, plus accessible, efficace et de qualité.**

Pour rappel, les ouvertures de ces guichets emploi concernent les 13 communes d'Abidjan, le district de Yamoussoukro et les 31 chefs-lieux de région.

Source: DGE/SCD

Coopération France-Côte d'Ivoire / Projets sécurité, éducation, construction des marchés de Bouaké et de Yopougon : L' AFD décaisse 91,6 milliards FCFA pour les financements

La Côte d'Ivoire vient de bénéficier d'un prêt de 91,6 milliards FCFA de la France à travers l'Agence Française de Développement (AFD) pour le financement de quatre (4) projets, dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) entre les deux Etats.

Il s'agit des projets d'accompagnement à la réinsertion des militaires, le Fonds d'études et de pilotage du 2^{ème} C2D, la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Education ainsi que la construction des marchés dans les communes de Bouaké et de Yopougon.

C'est sous la présidence du Premier Ministre, M. **Amadou Gon COULIBALY**, que le Ministre de l'Economie et des Finances, M. **Adama KONÉ**, a procédé à la signature de quatre (4) conventions pour le financement desdits projets avec une délégation de la France, conduite par l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, M. **Gilles HUBERSON** et M. **Benoit VERDEAU**, Directeur Adjoint de l'AFD à Abidjan. La cérémonie de signature s'est déroulée à la Primature, le vendredi 2 août 2019.

Présentant les différents accords, Mme **Léa Djatti DIATTE**, Coordonnatrice du St-C2D, a indiqué que ces financements d'un coût global de 91,6 milliards FCFA sont assurés par le C2D, les prêts de souveraineté de l'AFD et d'autres appuis tels que les prêts du Trésor. Elle a précisé que les projets d'accompagnement à la réinsertion des militaires et du fonds d'Etudes et pilotages du 2^{ème} C2D vont être financés par le 2^{ème} Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Quant aux deux autres projets, le financement se fera sur



Signature d'un prêt de 91,6 milliards de FCFA de la France à la Côte d'Ivoire, relatif au Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) entre les deux Etats

le prêt souverain de l'AFD. Poursuivant, la Coordonnatrice du St-C2D a fait savoir que le projet d'accompagnement à la réinsertion des militaires d'une enveloppe de 6,56 milliards vise à accompagner la structuration d'un dispositif durable d'appui à la reconversion civile de ces derniers. Le 2^{ème} projet du C2D d'un montant de 6,38 milliards FCFA va permettre le financement des études déjà identifiées.

Le projet de construction des marchés de Bouaké et Yopougon financé par le prêt souverain de l'AFD qui s'élève à 59,4 milliards FCFA, aidera à reconstruire le marché de Bouaké et sa zone marchande et de doter Yopougon d'un marché de détail et de demi-gros. Pour le dernier projet, a-t-elle souligné d'une enveloppe de 19,6 milliards FCFA, il accompagnera l'Etat dans la conduite de ses réformes sur la formation et le recrutement du corps éducatif.

Pour sa part, le Premier Ministre, M. **Amadou Gon COULIBALY**, a salué l'excellente qualité de coopération qui existe entre la France et la Côte d'Ivoire. A l'en croire, la qualité de ce partenariat est symbolisée depuis quelques années par

la mise en œuvre du C2D. « *Cet instrument de développement innovant a permis la réalisation d'importants projets socio-économiques sur toute l'étendue du territoire nationale* », s'est-il réjoui. Les accords de financement signés ce jour, a ajouté le Chef du Gouvernement, visent à accélérer la réalisation des projets structurants dans les secteurs de la Défense, la sécurité, l'éducation et du commerce. « *Convaincu de l'impact positif de tous ces projets sur le bien-être de la population, je voudrais, vous engager à l'effet de les rendre opérationnels dans les meilleurs délais* », a-t-il

exhorté.

L'Ambassadeur de la France en Côte d'Ivoire, M. **Gilles HUBERSON** a indiqué que ces accords illustrent la diversité et la complémentarité des outils que la France met à la disposition de la Côte d'Ivoire à l'effet de répondre aux priorités du Gouvernement ivoirien. « *Tout simplement parce que nous avons confiance, confiance à votre vision que nous partageons pour le future de la Côte d'Ivoire* », a-t-il insisté. Non sans rappeler que le marché de Bouaké de huit (8) hectares sera le plus grand marché en Afrique de l'Ouest.

Source: SERCOM MEF

Projet de création d'une banque agricole



Les acteurs consultés ont marqué leur adhésion à la mise en œuvre de cet important projet, à travers la signature d'un mémorandum d'entente

Dans le cadre de la recherche de potentiels partenaires, investisseurs et actionnaires de la banque agricole, Monsieur **Adama KONÉ**, Ministre de l'Economie et des Finances, a reçu les filières cacao-coton anacarde, hévéa palmier à huile, le FIRCA les 18 et 24 juillet 2019, et le Groupement des Exportateurs de Café-Cacao (GEPEX), les 01 et 02 août 2019.

A l'issue de ces différentes rencontres, **les acteurs consultés ont marqué leur adhésion à la mise en œuvre de cet important projet,**

à travers la signature d'un mémorandum d'entente.

Le processus de consultations devrait se poursuivre avec d'autres filières telles que les filières animales et d'autres agribusiness (exportateurs et transformateurs) du secteur et des sociétés de téléphonie mobile, distributrices de la monnaie électronique, principale solution digitale sur laquelle devra s'appuyer la banque pour le déploiement de ses produits et services.

Source: SERCOM MEF